

□ Cet article peut intéresser vos proches : [Partager sur Facebook](#)

Après le 17 octobre : la CNL appelle à des réponses concrètes face à la colère du pays

Avec plus de 850 000 personnes mobilisées partout en France ce samedi 17 octobre, lycéens, étudiants, salariés et Gilets jaunes ont exprimé la même exigence de pouvoir vivre dignement. Se loger, se nourrir, se soigner, se déplacer, étudier et vivre de son travail.

Ces droits fondamentaux sont fragilisés par des années de libéralisation et de reculs sociaux. Le budget 2027 risque d'aggraver encore la situation. En annonçant 54 milliards d'euros d'économies pour ramener le déficit public à 5 %, le gouvernement fait peser de nouvelles contraintes sur les ménages et réduit davantage les moyens de la solidarité nationale. Pour des millions de personnes, la situation devient invivable et nourrit une immense colère sociale.

Cette colère ne justifie pas les violences, les dégradations et les pillages massifs qui ont marqué la journée d'hier et qui, pour partie, se poursuivent aujourd'hui. La CNL les condamne sans ambiguïté. Ces actes abîment la mobilisation et frappent d'abord les plus fragiles : les habitants des quartiers populaires, les petits commerçants et toutes celles et ceux qui ont le moins de moyens pour se protéger.

La CNL exprime son soutien aux victimes et à toutes les personnes touchées par ces violences. Elle salue également l'engagement des policiers, des pompiers, des services de sécurité, des agents publics et des citoyens mobilisés pour porter secours, sécuriser les lieux et réparer les dégâts. La solidarité doit être au rendez-vous, sans opposer la protection des personnes à l'exigence de justice sociale.

Mais les appels au calme et à l'apaisement resteront sans effet s'ils ne s'accompagnent pas de réponses concrètes aux exigences exprimées. La surenchère sécuritaire ne répond ni à la précarité, ni aux fins de mois impossibles, ni à l'angoisse de l'avenir. Elle ne ferait qu'accentuer le fossé entre la jeunesse, les classes populaires et des institutions dont une part grandissante de la population se sent exclue.

La CNL appelle Emmanuel Macron, le gouvernement Lecornu et les parlementaires à prendre leurs responsabilités. Il faut des mesures d'urgence pour soutenir le pouvoir d'achat : maintien et revalorisation des APL, gel des loyers, moratoire sur les charges locatives et arrêt des expulsions sans solution de relogement. Il faut desserrer l'étau de l'austérité budgétaire et dégager de nouvelles recettes en faisant contribuer les grandes fortunes et les superprofits, notamment à travers la taxe Zucman qu'il est temps d'adopter.

La CNL demande un fonds public d'indemnisation des victimes. L'État doit prendre en charge les franchises et les surprimes d'assurance, sans faire payer une seconde fois les ménages. Cette protection doit être financée par une contribution exceptionnelle des grandes fortunes et des superprofits.

La CNL partage l'inquiétude qui traverse le pays. Nous sommes convaincus que sortir de cette crise exige des actes immédiats en faveur de la justice sociale, le renforcement du dialogue social et la reconstruction d'un contrat social et républicain fondé sur la solidarité et l'égalité des droits.

Montreuil le 18 octobre